

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE D'AGIR

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, qu'est-ce que le premier ministre du Canada entend faire au Canada pour aider les Canadiens?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le ministre des Finances a déclaré qu'il ferait une déclaration. Je sais, pour avoir entendu le député du Yukon tout juste le crier d'en face, que l'opposition ne la trouvera pas acceptable, qu'elle qu'en soit la teneur. Mais nous ne nous soucions guère de faire plaisir à l'opposition, madame le Président. Nous nous efforçons simplement, en ces temps économiques particulièrement éprouvants où les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques comptent actuellement à eux seuls cinq millions de chômeurs de plus qu'au moment du sommet d'Ottawa il y a un an . . . nous nous efforçons, dis-je de trouver des moyens de nature à aider les Canadiens à mieux se tirer d'affaire que les citoyens des autres pays. Nous en trouverons, madame le Président, à la condition que nous cessions de nous enguirlander et de nous blâmer les uns les autres à la Chambre, et à la condition que les gouvernements fédéral et provinciaux s'appliquent contre vents et marées à assurer ensemble la stabilité du navire.

* * *

● (1425)

[Français]

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LE FINANCEMENT DES SERVICES

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre.

[Traduction]

Le premier ministre n'ignore pas que les mauvaises politiques économiques font des victimes. Au Canada, le chômage a augmenté de 2 p. 100. Nous devons donc nous attendre à ce que les suicides augmentent de 8 p. 100, les homicides de 10 p. 100, les emprisonnements de 8 p. 100, les hospitalisations de 7 p. 100 . . .

Mme le Président: A l'ordre. Veuillez poser votre question. Vous n'avez pas à faire une entrée en matière de ce genre. Votre question doit être brève.

M. Hawkes: Merci, madame le Président. Je voudrais plus particulièrement demander au premier ministre si, dans l'exposé économique, comme il l'appelle, on annoncera une hausse importante des fonds destinés à venir en aide aux victimes des mauvaises politiques économiques. Les hôpitaux et les services sociaux recevront-ils des crédits supplémentaires?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député s'est montré très patient jusqu'à présent. Je propose qu'il continue dans cette voie et attende que le ministre prononce son discours, car il sera ainsi en mesure d'en évaluer la teneur. J'espère qu'il fera preuve d'une plus grande ouverture d'esprit que son collègue, le député du Yukon.

LE COLLOQUE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTÉ MENTALE

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Madame le Président, le ministre du Travail et le ministre de l'Industrie et du Commerce ont refusé à la Chambre de convenir que ces effets sociaux sont le fait du chômage. L'Association canadienne

Questions orales

pour la santé mentale organisera le 24 juin à Toronto un colloque spécial en vue d'étudier les mesures préventives à prendre pour faire baisser la demande de services de santé mentale qui risque d'augmenter considérablement en raison de la hausse du chômage dans les collectivités canadiennes. Le premier ministre veillera-t-il à ce que ces deux membres du cabinet, ou au moins l'un deux, assiste à la conférence et s'informe du problème avant qu'il ne soit trop tard?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je n'ai pas bien saisi la date de la conférence, mais j'en prendrai connaissance en lisant le texte photocopié des débats et je verrai s'il est possible que l'un des députés de notre parti y assiste.

* * *

L'ÉCONOMIE

LA POLITIQUE DE CRÉATION D'EMPLOIS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. C'est lui qui a dit, à Versailles, que la politique actuelle du gouvernement entraînait des taux inacceptables de chômage. Pourtant, le ministre des Finances a affirmé le contraire à la Chambre la semaine dernière, en disant qu'il ne faudrait s'attendre à aucun changement profond dans la politique et que les Canadiens pouvaient tout au plus espérer des rajustements mineurs. La seule façon de réduire le taux inacceptable de chômage serait de réorienter la politique et de laisser tomber le budget.

Le premier ministre peut-il au moins assurer à la Chambre que le gouvernement imprimera une nouvelle direction à la politique de façon que le principal objectif en soit la création d'emplois pour les millions de Canadiens qui en ont besoin?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je trouve à redire à la façon dont la question a été formulée. Si le député croit que j'ai voulu dire que la politique du gouvernement canadien était source de graves problèmes de chômage, je tiens à l'assurer que ce n'est pas le message que j'essayais de faire passer. J'aurai peut-être l'occasion à un autre moment d'expliquer ce à quoi je voulais en venir. Au contraire, j'ai dit espérer que les démocraties industrialisées pouvaient trouver des moyens autres qu'un taux de chômage élevé pour résoudre le problème de l'inflation. J'ai dit tout à fait le contraire de ce qu'a laissé entendre le député.

Pour ce qui est de la déclaration que fera le ministre, je dois faire au député la même réponse qu'aux députés de l'opposition officielle: c'est au Nouveau parti démocratique qu'il reviendra d'en déterminer la valeur. Je pense que le ministre a raison de dire que, de façon générale, nous n'avons pas l'intention de modifier notre politique macro-économique. C'est la position qu'ont adoptée tous les pays représentés à Versailles et je tiens à souligner au chef du parti néo-démocrate que la France, qui a tenté pendant un certain temps—peut-être à cause de son gouvernement socialiste—de réduire le chômage en stimulant l'économie, a maintenant changé d'orientation et adopté des politiques qui s'apparentent beaucoup plus à celle que suit le gouvernement canadien.